

variations **Vincent de Coorebyter** Professeur à l'ULB

Macron, défenseur du désordre établi

L'élection présidentielle française n'a pas encore livré tous ses secrets, pour la raison fort simple que l'on voit toujours mal, aujourd'hui, qui est Emmanuel Macron. La plupart des commentateurs et une partie de ses adversaires ont d'ailleurs insisté pendant la campagne : Macron leur semblait insaisissable, ni de droite ni de gauche ou alors de droite et de gauche, porteur d'une aventure personnelle et d'accord avec tout le monde, individualiste ouvert au communautarisme, bonapartiste plébiscitaire mais parfait technocrate...

Disons-le simplement : ce procès en opportunisme est absurde. On ne gagne pas une élection présidentielle à coup d'ambiguïté et de démagogie. On la gagne parce que, par-delà l'habileté et les calculs, on incarne une attente forte au sein de la société, une tendance de fond (et on la perd pour la même raison : parce que la préférence collective que l'on porte est minoritaire au sein du corps électoral). De ce point de vue, les adversaires les plus radicaux d'Emmanuel Macron en ont mieux parlé que la foule médiatique fascinée par son parcours hors norme. Ils ont dénoncé en lui le candidat de l'extrême finance ou de l'ubérisation de la société, le chantre de la mondialisation et du libéralisme à tous crins, ce qui n'est pas si mal vu. Mais cela reste insuffisant pour comprendre sa victoire : il faut encore expliquer comment un tel extrémiste a pu rallier autant de suffrages, et des suffrages venant essentiellement du centre de l'échiquier politique.

Un clivage dominant devenu factice

La force d'Emmanuel Macron est d'avoir compris la profonde recomposition des clivages politiques. Il a été aidé en cela par le fait de vivre en France, où certains clivages n'ont jamais trouvé leur pleine expression, de sorte qu'ils se laissent aisément dépasser ou réorienter. Les clivages Eglise/État, industrie/agriculture, centre/périphérie et économie/environnement ne structurent que marginalement le paysage politique français, et même le clivage possédants/travailleurs ne s'y affirme qu'aux extrêmes : tous ces clivages sont recouverts par l'opposition droite/gauche. Or Macron, précisément, ne s'est pas laissé impressionner par ce clivage dominant, qui est devenu factice en ce qu'il dissimule la profonde pluralité des droites et des gauches, en France comme hors de France.

Par-delà cette pluralité, Macron a bien perçu que la principale ligne de fracture, aujourd'hui, ne sépare pas la droite de la gauche mais les traverse l'une et l'autre. Cette ligne est celle qu'ont imposée une foule de partis populistes en plein essor, qui ont réussi à supplanter l'autre offre politique récente et globale, celle portée par les partis écologistes. La recomposition du paysage politique amorcée dans les années 70 par l'apparition des Verts a été elle-même bousculée par la montée, dès les années 80, d'une nouvelle tendance que l'on peut qualifier de populiste et qui est l'adversaire privilégié d'Emmanuel Macron, comme il le déclarait au *Soir* le 16 janvier : « *le vrai clivage est*

entre progressistes et conservateurs, entre l'ouverture et la fermeture ».

Ce vocabulaire est trop euphémisant, mais il résume bien la situation. Les partis populistes veulent conserver – ou rétablir – une foule de certitudes et de protections qui avaient cours pendant les Trente Glorieuses et qui ont volé en éclat sous la pression de multiples facteurs tels que la mondialisation, l'individualisme, l'urbanisation, l'affirmation des minorités, les flux migratoires, le néolibéralisme, le réveil de l'islam, la recomposition du travail, les nouvelles technologies... Face au besoin d'aide et de sécurité, de protection et de stabilité, né de ces changements, les populistes répondent par un programme réactionnaire centré sur l'ordre et sur la fermeture – et pas seulement des frontières.

Ils constituent ainsi aujourd'hui, électoralement, la principale opposition à l'ordre établi, dans la mesure précisément où cet ordre équivaut à un désordre, à un mouvement perpétuel, à une préférence systématique pour l'ouverture, les échanges, le métissage, l'innovation, la flexibilité, l'autonomie, les choix personnels, les nouvelles tendances, la pluralité, la remise en cause des vieilles catégories... Emmanuel Macron peut effectivement se dire progressiste au sens où le capitalisme et le libéralisme se sont toujours voulus du côté du progrès, de la mise en cause des conservatismes, de la liberté de chercher, d'expérimenter et d'innover : il est progressiste au sens où le progrès est l'autre

nom du système dominant.

Mais il se dit aussi progressiste parce que, à la différence des libéraux de droite, il prétend développer l'innovation, l'autonomie et la flexibilité au bénéfice de tous. Qu'on croie ou non à son efficacité, son programme fourmille de propositions concrètes destinées, non pas à réinsérer tout le monde dans les anciens repères, mais à offrir une chance à tous, à permettre à chacun de réussir son ascension sociale, seule promesse susceptible de justifier le choix du mouvement plutôt que la défense des droits acquis. Il ne représente pas, à ce titre, la finance ou l'ubérisation, qui sont des intérêts catégoriels. Il

n'a pas seulement séduit le patronat mais aussi les médias et de larges pans de la droite et de la gauche – et pas n'importe lesquels : il a séduit, en fait, tous ceux qui partagent l'extrême certitude selon laquelle l'économie de marché, le pragmatisme et la modernité peuvent être bénéfiques pour tous.

Rien n'est plus macronien, de ce point de vue, que la fonction ministérielle attribuée à Nicolas Hulot : le système ne doit pas être révolutionné pour devenir enfin juste ou respectueux de l'environnement, il doit simplement réussir sa « *Transition écologique et solidaire* », se réformer. Emmanuel Macron veut adapter la France à la mondialisation – ce qui passe par une relance de l'Europe, à la fois bouclier et vecteur de changement – parce qu'il a intégré l'idée selon laquelle les hommes et les sociétés doivent être les entrepreneurs de leur destin, ce qui suppose de s'adapter à la réalité plutôt que de la contester. Les réformes qu'il propose sont censées transformer les bouleversements en opportunités, ce qui constitue depuis toujours la ligne de défense du libéralisme devant ses critiques de droite et de gauche. Comme son électeur, qui est surtout fait d'optimistes bien insérés, c'est en fin de compte un conservateur : il veut que tout change pour que rien ne change. ■